

Les personnels et étudiants de LYON 1 ont décidé, jeudi 11 décembre, en Assemblée Générale, de ne plus accepter la politique délétère du gouvernement. La stratégie d'accompagnement menée par les présidents d'université s'avère être un échec total : aujourd'hui, ils sont sanctionnés par la communauté universitaire pour leur mise en place complaisante des contre-réformes.

Comme prévu, l'autonomie qui nous a été imposée montre son vrai visage, qui est celui de l'abandon. Nous n'avons jamais été dupes ! Ce désengagement est aujourd'hui officiel, avec l'évolution prévue des budgets jusqu'en 2011, et les suppressions de postes qui l'accompagnent. **Nous refusons le vote de ce budget à LYON 1, qui symbolise son entrée dans le système LRU.**

L'université ne peut plus fonctionner dans les conditions qui nous sont imposées, et le blocage du CA de l'Université Claude Bernard réalisé aujourd'hui, en est la conséquence. Nous refusons, en tant que fonctionnaires et travailleurs du service public, de continuer d'oeuvrer à sa disparition. Nous refusons la destruction des cadres nationaux, qui constituent la garantie que chaque citoyen et chaque citoyenne a de trouver, dans sa région, une formation cohérente, de qualité et reconnue par tous.

- Nous exigeons le maintien d'une véritable formation professionnelle en alternance, rémunérée, dans le cadre des IUFM. Nous exigeons le maintien du statut national des fonctionnaires et une augmentation du nombre de postes aux concours en cohérence avec les besoins. Nous exigeons le retrait du plan de « masterisation ».
- Nous affirmons notre implication dans le mouvement de lutte dans les IUT contre les effets de la loi LRU. Nous exigeons le maintien du caractère national des diplômes, des programmes et du fléchage des moyens.
- Nous nous opposons au projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs qui applique et aggrave les dispositions de la loi LRU à travers l'individualisation et la gestion locale des carrières et la modulation des services. Nous exigeons le retrait de ce projet.
- Nous dénonçons les mensonges du gouvernement à propos du budget, globalement en baisse, de la recherche et des universités. Nous exigeons le maintien des 900 emplois dont la disparition est annoncée. Nous nous opposons à la diminution du nombre des postes statutaires, et au développement des contrats précaires, aux chaires d'excellence pour les enseignants-chercheurs.
- Pour le service public de l'enseignement et de la recherche, de la maternelle à l'université et aux organismes de recherche, nous exigeons le rétablissement et la création d'emplois de fonctionnaires (toutes catégories), un plan d'intégration des personnels précaires, le respect des statuts nationaux et une revalorisation salariale de tous les personnels. Nous sommes solidaires des luttes actuellement menées contre les réformes Darcos (suppression massive de postes, suppression des RASED, menaces sur les écoles maternelles, réforme du lycée ...).

Nous rappelons, en ces temps de crise économique, que le service public est le capital de ceux qui n'en possèdent pas. Nous considérons que notre mission première est de le sauvegarder, et de le mettre à l'abri des ambitions financières, et des dérives où le conduit le gouvernement actuel.